



digital.union@sonapresse.com

# LE GAZOUILLIS...

L'actu du web

## Jeanne Ebori: où en sommes-nous avec l'accouchement gratuit ?



Photo: DR

**Chancia et son bébé avant leur sortie de l'hôpital Jeanne Ebori.**GMNN  
Libreville/Gabon

De plus en plus, les internautes utilisent les réseaux sociaux pour exposer sur la place publique leurs difficultés quotidiennes. Certes, les réactions aux plaintes vont parfois dans tous les sens, mais très souvent, des "bons samaritains" interviennent pour aider ces compatriotes en détresse. Ces derniers temps, les utilisateurs des réseaux sociaux ont été marqués par deux affaires quasiment identiques. Tout d'abord, le cas de Chancia, une

jeune étudiante, parue d'ailleurs dans nos colonnes il y a une semaine. Mère de deux enfants, elle vient de donner naissance à un troisième enfant à la Fondation Jeanne-Ebori à Libreville. Sans domicile fixe et complètement démunie, elle devait régler une facture de 112 000 francs pour cet accouchement, malgré la prise en charge de la Cnamgs. Heureusement, des bonnes volontés ont pu réunir la somme exigée pour honorer la "dette" à Jeanne Ebori. Ce qui lui a permis d'être libérée par cet établissement.

L'autre cas de détresse est celui

de Chelsy, une autre jeune compatriote qui, dans une vidéo, dit, elle aussi, avoir accouché récemment dans la même structure hospitalière. Dans cette vidéo qui fait le buzz depuis samedi soir, toute en larmes, elle affirme être "prisonnière" de l'hôpital parce qu'elle n'a toujours pas réglé une facture de plus d'un million de francs pour l'accouchement de ses jumelles. Aussi démunie que la première, elle n'a que ses yeux pour pleurer en espérant sortir de l'hôpital avec ses deux enfants.

Pour leur part, les internautes ont posté de multiples commen-

taires. La plupart s'interrogeant sur la mesure de gratuité des accouchements. Cette mesure salubre prise par le président de la République pour aider les Gabonais économiquement faibles semble ne plus être respectée dans certains hôpitaux.

" On se demande ce qui ne tourne pas rond entre les hôpitaux, la Cnamgs et le ministère des Affaires sociales ", note un internaute qui ne comprend pas cette fracture entre discours présidentiel de l'accouchement gratuit et institutions censées matérialiser ce discours mais qui font plutôt le contraire.



Photo: DR

Après sa condamnation, il a obtenu une indemnité exceptionnelle de 475 000 euros (312 millions de FCFA). "Le conseil d'administration a décidé d'accorder cette rémunération exceptionnelle à Stéphane Richard pour avoir piloté et suivi pendant plusieurs mois (...) un processus rigoureux de sélection de la future directrice générale et du futur président non exécutif", a expliqué vendredi dernier le groupe à l'AFP.

## INDE : LA ROUPIE EN CRYPTO-MONNAIE



Photo: DR

L'Inde va introduire une "roupie numérique" soutenue par l'État et imposer une taxe de 30 % sur les bénéfices des monnaies virtuelles dans le cadre de nouvelles mesures budgétaires annoncées mardi dernier par le gouvernement. Ces mesures vont porter un coup à l'un des marchés de cryptomonnaies les plus dynamiques au monde, qui n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucune réglementation. La roupie indienne est la monnaie de l'Inde. Son code de devise est INR et son symbole est ₹.

## WILL : UN PERSONNAGE VIRTUEL POUR ALERTE SUR LES SDF



Photo: DR

L'association Entourage a créé la semaine écoulée un personnage virtuel sans-abri dans le Metavers. L'idée de cette initiative est d'alerter sur l'isolement des personnes les plus précaires dans la vie réelle. Will, le fameux SDF virtuel, se trouve au 3,1 Génésis Plaza à Decentraland, l'une des plateformes de réalité virtuelle du Metavers. Le personnage " pourra échanger avec les personnes qui viendront à sa rencontre ", a expliqué Jean-Marc Potdevin, président et cofondateur du réseau Entourage. " Il les incitera à aller dans la vraie vie et à utiliser notre application. "

## L'œil de la rédaction

### CARAVANE DE VACCINATION : UN ÉCHEC PROGRAMMÉ ?

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

Il fallait s'y attendre. La caravane itinérante et de proximité de vaccination contre le Covid-19 lancée lundi dernier dans le Grand Libreville par les équipes du Comité national de vaccination contre le Covid-19 (Copivac), n'aura pas réussi à séduire grand monde.

Nombreux sont, en effet, les Gabonais qui ne voient pas la nécessité de se faire inoculer le vaccin au regard des derniers chiffres publiés par le Comité

de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus (Copil). Les agents vaccinateurs ont-ils manqué à l'appel? Mieux, le gouvernement dans sa volonté d'atteindre le plus grand nombre pour assurer une immunité collective à la population, s'était entouré des acteurs de la société civile, qui au final, à eux deux, n'auront pas réussi à convaincre les populations non vaccinées. De plus, il n'est un secret pour personne que nombreux sont les Gabonais qui n'ont jamais été en phase avec cette campagne de vacci-

nation.

Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été communiqué par les équipes en charge de cette caravane, il est fort probable que le résultat escompté n'a pas été atteint. Si ces dernières, dans leur stratégie initiale, ont débuté cette caravane par une phase de sensibilisation, elles doivent désormais identifier les causes de cet échec programmé.

Preuve que cette opération n'aura intéressé que très peu de personnes, les internautes ont préféré s'adonner à d'autres sujets d'actualité la semaine écoulée.



Photo: DR

